

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 15/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **AMENDIS - AGRONOR**

Zone industrielle de la Gare  
22940 PLAINTTEL

Code AIOT : 0005504669

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement AMENDIS - AGRONOR implanté Zone industrielle de la Gare à PLAINTTEL (22940). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection intervient dans la cadre de signalements de plaintes de riverains pour nuisances olfactives aux abords de l'environnement du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMENDIS - AGRONOR
- Zone industrielle de la Gare 22940 PLAINTTEL
- Code AIOT : 0005504669
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de fertilisants organiques (produits azotés et engrais) à partir de matières premières organiques (fientes, fumiers, compost,...) et minérales (sulfates, urées, maërl,...).

Les activités du site sont actuellement régies par l'arrêté préfectoral du 16/10/2001, modifié le 19/11/2001 et le 30/09/2020 sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 2170 (fabrication d'engrais, amendements et supports de cultures) et 2260 (broyage, concassage de matières végétales).

Le volume de produit entrant autorisé est de 38700 tonnes par an, pour une production moyenne journalière de 130 tonnes de produits fabriqués et une production maximale annuelle de 36500 tonnes.

Le procédé de fabrication des engrais comprend des cycles de mélanges des matières premières, de pressage et de séchage qui génèrent des airs viciés au niveau du bâtiment de stockage des matières premières et du bâtiment de granulation. Ces airs sont acheminés pour traitement vers un système de laveur d'air (tour acide et oxydo-basique), avant d'être envoyés à l'atmosphère par deux cheminées dont les débouchés se situent à 23,5 mètre de hauteur.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées;
- gestion des odeurs suite aux plaintes des riverains.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 11/01/2023, article 181-47	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Modifications structurelles sur le site	Code de l'environnement du 30/07/2021, article 181-46	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
6	Emissions olfactives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
22	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Description des installations classées	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 1.3	/	Sans objet
4	Tonnage annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 1.1 et 1.2	/	Sans objet
8	Rejets de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 3	/	Sans objet
14	Rapport de synthèse mensuel	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.4	/	Sans objet
15	Rapport de synthèse annuel	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.5	/	Sans objet
16	Emissions gazeuses – Bilan	Arrêté Préfectoral du 30/09/2020, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 5.2	/	Sans objet
18	Traitement des eaux pluviales et des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 5.3	/	Sans objet
19	Déversement eaux usées autres que domestiques dans réseau public	Autre du 31/12/2006, article 1331-10	/	Sans objet
21	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Agencement et fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 2.3	/	Sans objet
7	Approvisionnement et stockage	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 2.4	/	Sans objet
9	Prévention de la pollution de l'air – installations	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.1	/	Sans objet
10	Prévention de la pollution de l'air – VLE	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.2	/	Sans objet
11	Autosurveillance – Teneur en ammoniac	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.3	/	Sans objet
12	Registre des entrées de matières premières	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.3	/	Sans objet
13	Cahier d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.3	/	Sans objet
20	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 9	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater:

- le changement de propriétaire du site ICPE sans en informer l'autorité administrative;
- la réalisation d'aménagements structurelles sur le site sans en informer le Préfet par dossier de porter-à-connaissance;
- l'absence de mise en œuvre d'actions correctives efficaces pour réduire les nuisances olfactives liées à l'activité du site et les gênes occasionnées pour les riverains,
- l'absence d'information et de connaissances de l'exploitant sur la défense extérieure contre l'incendie (besoins en eau, confinement des eaux d'extinctions), en lien avec les différentes constructions et aménagements réalisés sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/01/2023, article 181-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que la société AMENDIS - AGRONOR a changé d'exploitant en 2022 suite au rachat de l'établissement par le groupeTERRIAL, filiale du groupe AVRIL et SUEZ. Cette information n'a pas été communiquée au service d'inspection.
<b>Observations :</b> L'information du changement d'exploitant sera adressé au Préfet, qui mentionnera: - s'il s'agit d'une personne physique : les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant - s'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 2 : Description des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> - <u>Rubrique n°2170-1</u> : Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 : 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j - Régime : Autorisation (A)  - <u>Rubrique n°2171</u> : Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup> - Régime : Déclaration (D)

<p>- <u>Rubrique n°2260</u> :</p> <p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660.</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW - Régime : Déclaration contrôlée (DC)</p> <p>- <u>Rubrique n°1412.2 b</u> :</p> <p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t - Régime: Déclaration (D)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le classement du site au regard de la nomenclature ICPE n'est pas actualisé.</p> <p>- <u>Rubrique n°2170-1</u>:</p> <p>La rubrique 2170 « Engrais, amendement et supports de culture (fabrication des) à partir des matières organiques » ne concerne que la seule transformation de matière organique (au sens de matière première organique, qu'elle soit ou non du déchet), à condition que la matière sortante de l'installation soit une matière fertilisante ou un support de culture au sens de l'article L.255-1 du code rural et de la pêche maritime (et utilisable sur les sols hors statut de déchet, sans plan d'épandage). Pas d'évolution concernant cette rubrique.</p> <p>- <u>Rubrique n°2171</u> : pas de changement concernant cette rubrique.</p> <p>- <u>Rubrique n°2260</u>: l'intitulé de cette rubrique exclu les installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de la rubrique 2170. En conséquence cette rubrique n'a pas lieu d'être visée.</p> <p>- <u>Rubrique n°1412.2 b</u>: cette rubrique a été supprimée de la nomenclature à compter du 1er juin 2015. Par ailleurs, la cuve de stockage de gaz a été démantelée et la substance n'est plus utilisée. Cette rubrique n'a pas lieu d'être visée.</p> <p>Le site dispose de silos à plats couverts (différentes cellules) pour le stockage des matières premières réceptionnées.</p> <p>Ces silos sont susceptibles en fonction du volume global d'être classés au titre de la rubrique n°2160.</p> <p>De même, le bâtiment de stockage pourvu d'une toiture (IPD) utilisé pour le stockage des produits finis en conditionnement big-bag et sacs, est susceptible en fonction des volumes de matières combustibles stockés d'être classé à la rubrique n°1510.</p> <p>L'exploitant ne s'est pas positionné par rapport à ces rubriques.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Des évolutions au regard de la nomenclature des installations classées sont à prendre en compte par l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant devra se positionner sur les rubriques suivantes:</p> <p>- <u>2160</u>: Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>- <u>1510</u>: Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Modifications structurelles sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter-à-connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
<b>Constats :</b> Le site a évolué dans le temps pour les besoins de l'exploitation. Des aménagements ont été réalisés, notamment: <ul style="list-style-type: none"><li>• la construction d'un hangar de stockage des produits finis en big-bags et sacs;</li><li>• la démolition d'un silo de stockage aérien et du pont bascule;</li><li>• l'implantation de bâtiments modulaires administratifs avec la réalisation de réseaux;</li><li>• une nouvelle aire de lavage;</li><li>• la réhabilitation d'aménagements extérieurs (installation de bordures, travaux de voiries);</li><li>• l'évolution des matières premières entrantes.</li></ul> Ces aménagements notables pour le site n'ont pas été portés à la connaissance du Préfet de département avant leur réalisation. Par ailleurs, l'exploitant n'avait pas connaissance de l'existence d'une étude de dangers pour le site.
<b>Observations :</b> En application des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement, l'exploitant devra faire part de ces changements notables via un dossier de porter-à-connaissance. Ce dossier devra comporter à minima les éléments suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• la description et la justification des projets et la présentation des modifications apportées dans son environnement;</li><li>• l'environnement du site avec les cartes et plans suivants, qui permettront d'apprécier les distances d'éloignement vis-à-vis du voisinage (tiers, habitations, activités, enjeux...), ainsi que les distances par rapport à l'eau (cours d'eau, forage, puits...) comprenant:<ul style="list-style-type: none"><li>- une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiquée l'emplacement de l'installation et des modifications;</li><li>- un plan de situation du cadastre à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres autour de l'installation, pour permettre d'apprécier si les modifications impactent l'emprise du site ou le voisinage;</li><li>- un plan d'ensemble à jour, à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et des modifications, ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau;</li><li>- sur ces plans la dénomination des bâtiments existants et nouvellement construits, l'implantation des équipements, la dénomination des bâtiments tiers, ...</li></ul></li><li>• le détail précis des modifications structurelles réalisées (surfaces construites existantes et en projet avec le cumul des surfaces depuis la dernière enquête publique);</li><li>• la compatibilité de l'implantation avec les règles des documents d'urbanisme (permis de construire);</li></ul>

- la description techniques des installations et les dispositions constructives et les caractéristiques de réaction et de résistance au feu des locaux le cas échéant;
- des précisions si les modifications apportées sont de nature à modifier la nature ou la capacité des activités (changement de rubriques, de seuil, de régime de la nomenclature des ICPE...);
- des justifications si le projet est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (impacts des modifications sur l'environnement, risques incendies, nuisances visuelles, liées aux bruits, aux odeurs, ...);
- le positionnement au regard des catégories fixées en annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement;
- l'examen du caractère notable et/ou substantiel des modifications apportées au regard des critères de l'article R.181-46.I du code de l'environnement;
- une étude de dangers, en application de l'article L.181-25 du code de l'environnement, qui précisera les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de cette étude de dangers est fixé à l'article D.181-15-2 III du code de l'environnement. Il doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation;
- une analyse des zones et du risque ATEX du site.

Le dossier devra être transmis en 2 exemplaires papiers, à l'attention du Préfet du département, à la Direction Départementale de la Protection des Populations - service Prévention des Risques Environnementaux à l'adresse suivante: 9 rue du Sabot; 22440 PLOUFRAGAN

Un dossier en format numérique sera également transmis à la boîte institutionnelle suivante: ddpp-iaa@cotes-darmor.gouv.fr

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 90 jours

#### N° 4 : Tonnage annuel d'activité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 1.1 et 1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Tonnage annuel d'activité

**Prescription contrôlée :**

- Article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 16/10/2001:

Les produits entrants concernent des matières organiques issues des élevages (20000 tonnes), des matières organiques divers (13175 tonnes) et matières minérales (4425 tonnes).

- Tonnage de produits entrants : 38700 tonnes

- Article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 16/10/2001:

La production maximale journalière sera de 130 tonnes/jour de produits fabriqués.

- Article 1 de l'arrêté préfectoral du 19/11/2001:

Tonnage journalier d'activité : la production moyenne journalière sera de 130 tonnes de produits fabriqués pour une production maximale annuelle de 36500 tonnes.

**Constats :**

Les capacités de production sont respectées selon l'exploitant. Il précise que le tonnage annuel pour 2022 est de l'ordre de 21000 tonnes.

Néanmoins, la liste des matières premières énoncées dans l'arrêté préfectoral a évolué.

**Observations :**

Il conviendra à l'exploitant de communiquer à l'inspection:



- un bilan formalisé des tonnages de produits entrants pour les années 2021, 2022 et 2023 (en cours); - la liste des matières premières entrantes actualisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Agencement et fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement devra être aménagé, équipé et exploité de façon à éviter toutes nuisances en particulier olfactives et auditives au voisinage. L'établissement sera maintenu en permanence en bon état de fonctionnement. L'ensemble du site sera maintenue propre et les bâtiments et installations entretenues en permanence. Il sera apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant (plantations, engazonnement, etc,...). Tout brûlage à l'air libre est interdit. Une dératisation permanente doit être assurées ainsi qu'une désinsectisation aussi souvent que nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b> - <u>État de fonctionnement:</u> Le jour de la visite, les installations et équipements étaient opérationnels.</p> <p>- <u>Entretien des abords du site:</u> des travaux de voirie, d'enrobé et de pose de bordures étaient en cours de finalisation sur le site. Une nouvelle aire de lavage a été réalisée. Celle-ci est raccordée au réseau d'eaux usées. Les espaces enherbés étaient entretenus.</p> <p>- <u>Dératisation:</u> L'exploitant confirme qu'une dératisation est réalisée sur site avec une surveillance régulière par un prestataire externe. Observation de la présence d'appâts sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Emissions olfactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des odeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b> - <u>Article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998:</u> [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...]</p> <p>- <u>Article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 16/10/2001:</u> L'établissement devra être aménagé, équipé et exploité de façon à éviter toutes nuisances en particulier olfactives et auditives du voisinage. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Les odeurs constituent un des enjeux majeurs sur l'aspect impact chronique de l'installation, en raison des activités de production du site, génératrices d'odeurs et des plaintes récurrentes signalées ces dernières années aux collectivités locales et à la DDPP.</p> <p>- <u>Signalements d'odeurs par les riverains et les collectivités:</u> Des plaintes sont régulièrement notifiées en mairie et communiquées à la DDPP pour des nuisances odorantes générées par l'activité du site ICPE.</p>

En 2023, 53 appels de riverains ont été recensés par la mairie de Plaintel. 24 appels recensés par la mairie de Saint-Julien. Une recrudescence de ces signalements a eu lieu pendant la période estivale de 2023. Ces odeurs semblent perceptibles en fonction des conditions météo et du vent.

L'exploitant indique qu'il a connaissance de ces nuisances olfactives et qu'il échange régulièrement avec les voisins du site et les collectivités locales.

- Observations olfactives:

Le service d'inspection a mené des observations olfactives dans l'environnement proche du site et sur l'emprise de l'établissement:

Date - heure	Lieu	Conditions météo	Observations
31/10/2023 - 9h30	- Au niveau de la rue de Dolo, - Chemin de la Croix de Dolo - Impasse de la Croix de Dolo	Vent de Sud, Sud/Ouest Absence de pluie	Pas de perceptions d'odeurs marquées caractéristiques de l'activité du site sur l'environnement proche du site. Cependant des travaux de voirie étaient en cours le jour de la visite, avec une odeur de bitume pouvant masquer les odeurs caractéristiques de l'activité. Sur le site, pas d'odeurs anormales perceptibles.
26/10/2023 à 17h30	- Au niveau de la rue de Dolo - Chemin de la Croix de Dolo - Impasse de la Croix de Dolo - Au niveau du parking de la gare et sur la D790 (proche crêperies des fées).	Absence de vent Absence de pluie	Absence de perceptions d'odeurs marquées caractéristiques de l'activité du site, dans l'environnement proche du site

L'exploitant précise que l'impact des odeurs est plus ou moins marqué en fonction des matières traitées (odeur plus importante lors de la granulation de sous-produits C2).

- Étude olfactométrique de 2021:

Une étude de dispersion olfactométrique a été réalisée en avril 2021, à la demande de l'ancien propriétaire du site. Des recommandations avaient été formulées par le bureau d'étude. Des démarches avaient été initiées par l'ancien exploitant pour tenir compte de ces recommandations avec des investissements prévus pour la mise en place de technologies (biofiltre, filtre à charbon actif,...) afin d'atténuer ces odeurs au niveau des sources de nuisances (sorties canalisées désodorisation et bâtiments matières premières et granulation).

Cette étude recommandait notamment:

- de traiter en priorité la source de rejet du traitement d'air de la granulation (flux d'odeur important après traitement, émissions mal dispersées et rabattues au sol,...);
- de mettre en place d'un traitement complémentaire adapté aux molécules présentes dans les rejets (présence de composés non traités de la famille des aldéhydes).
- d'augmenter la vitesse d'éjection dans l'atmosphère.

Selon l'exploitant actuel, ces travaux initiés n'ont pas été mis en œuvre. Il précise à l'inspection que d'autres consultations et recherches de solutions sont en cours pour réduire les odeurs, notamment:

- l'installation d'un refroidisseur des fumées en sortie du process de granulation;
- le ré-haussement des cheminées d'extraction des fumées;

- l'installation d'un filtre à charbon actif... .
<b>Observations :</b> L'exploitant devra mettre en place un plan de gestion des odeurs adaptés afin d'atténuer les nuisances olfactives. Des dispositions nécessaires devront être prises pour limiter les odeurs provenant des activités du site. L'inspection sera informée des actions correctives pérennes prévues.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 7 : Approvisionnement et stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approvisionnement et stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout déchargement de matières premières en vrac sera effectué dans le local de réception (trémie) réservé à cet effet ou dans le local de stockage des matières premières. Le chargement des produits fabriqués sera effectué à l'intérieur du local de stockage des produits finis. Tout stockage à l'extérieur de matières premières en vrac est interdit. Les matières premières seront stockées dans les locaux prévus à cet effet, conformément à l'étude d'impact. Le transport des matières premières sera effectué en remorque ou benne étanche, recouverte d'une bâche.  Tout stockage extérieur de produits finis en vrac est interdit. Le compost et les engrais organiques que l'industriel conditionne en sacs étanches seront entreposés sur les aires aménagées prévues à cet effet. Les sacs percés ou détériorés pendant le stockage ou les opérations de manutention devront être recyclés ou mis dans un nouveau conditionnement sans délai. Le stockage, la manutention des produits finis en vrac ne devront pas être source de pollutions de nuisances ou de dangers. Les livraisons et enlèvements se feront les jours ouvrables dans la tranche horaire de 8 heures à 18 heures du lundi au vendredi inclus et de 8 heures à 12 heures le samedi.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, il n'a pas été observé de déchargement des matières premières. Le site dispose, dans un bâtiment dédié, de plusieurs cellules de stockage de matières premières et d'un hall de mélange. Les accès au bâtiment étaient maintenus fermés. Il n'a pas été constaté de stockage de matières premières à l'extérieur du bâtiment et de stockage de produits finis en vrac. Les produits finis conditionnés en big-bags ou sacs sont correctement entreposés sur une plateforme couverte aménagée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Rejets de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les locaux de réception, de fabrication et de stockage, toutes précautions seront prises pour éviter l'envol des poussières. L'air contenant des poussières sera aspiré au plus près du point d'émission, collecté, filtré si nécessaire, et rejeté. L'air rejeté devra respecter la valeur limite de 40 mg/m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection il n'a pas été constaté de manipulation des matières premières pouvant

<p>générer des poussières.</p> <p>Des rideaux à lanières PVC sont installées sur les bennes de chargement avant mélange. Certains de ces rideaux sont dégradés.</p> <p>Le jour de la visite, une baleyeuse - ramasseuse de poussières était utilisée par un opérateur dans le hall de réception.</p> <p>L'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer si des mesures de poussières étaient réalisées sur l'air rejeté, conformément à la prescription susvisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 9 : Prévention de la pollution de l'air – installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Agencement et fonctionnement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'atelier est maintenu en parfaite dépression et la totalité des gaz est dirigée vers la cheminée. Les portes sont maintenues fermées en dehors des opérations de manutention.
<b>Constats :</b> Les portes du hall de réception et des zones d'activités étaient maintenues fermées le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 10 : Prévention de la pollution de l'air – VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> - <u>Article 4.2 :</u> Les émissions gazeuses dans l'atmosphère ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes : Substances : Concentration maximale sur 2 heures de rejets / Flux journalier maximum  Ammoniac : 50 ppm (soit 36mg/m <sup>3</sup> ) / 25,9 kg Anhydride sulfureux : 10 ppm (soit 15,2 mg/m <sup>3</sup> ) / 7,2 kg Méthyl mercaptans : 0,5 ppm (soit 0,7 mg/m <sup>3</sup> ) / 0,36 kg C.O.V. Totaux : 50 vpm eq CH <sub>4</sub>  - <u>Article 1er de l'AP du 30/09/2020 :</u> Les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2001 sont modifiées comme suit, soit un deuxième alinéa : « La vitesse d'éjection des gaz est supérieure à 8 m/s ».
<b>Constats :</b> Une surveillance analytique est réalisée par l'exploitant. Les résultats pour l'année 2022 et 2023 seront transmis à l'inspection pour analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 11 : Autosurveillance – Teneur en ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance de l'ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b>

La teneur en ammoniac (N-NH3) de l'air à la sortie en cheminée est mesurée et enregistrée en continu. [...]
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, la teneur en NH3 de l'air à la sortie des cheminées est mesurée et enregistrée en continu. De plus, la teneur en COVT est mesurée en continu, mais non enregistrée. Les résultats de l'autosurveillance n'ont pas été analysés par l'inspection le jour du contrôle.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra transmettre à l'inspection les résultats de l'autosurveillance de l'ammoniac pour l'année 2022 et 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Registre des entrées de matières premières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre en entrée de matières premières
<b>Prescription contrôlée :</b> Un registre des entrées de matières premières est tenu à jour. Ce registre comprend les informations suivantes : - pour chaque introduction de fientes : le fournisseur ; la date d'arrivée, le tonnage, le bâtiment d'origine, le résultat des analyses réalisées en application de l'alinéa précédent. - pour chaque introduction de compost, de compost de litières bio maîtrisées, de fumiers compostés : le fournisseur ; la date d'arrivée, le tonnage, le bâtiment d'origine, le résultat des analyses réalisées en application de l'alinéa précédent. - pour chaque introduction d'autres matières premières : le fournisseur ; la date d'arrivée, le tonnage, le type des additifs, le résultat des analyses réalisées en application de l'alinéa précédent.
<b>Constats :</b> La traçabilité des matières premières est tenue à jour via un logiciel informatisé "GESTAL". Une démonstration des enregistrements des matières premières entrantes sur le site et des contrôles à réception réalisés sur les produits est présentée le jour de la visite.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra transmettre à l'inspection les enregistrements des données des trois derniers mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Cahier d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cahier d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'exploitation est tenu à jour. Ce cahier comprend, pour chaque journée d'exploitation, les informations suivantes : - le tonnage de chaque matière première mise en mélange durant la journée, - le tonnage fabriqué de chaque produit de la gamme proposé à la vente, (sac, vrac) (granulé, non granulé), - le volume d'eau utilisé, - le(s) neutralisant(s) d'odeurs utilisés avec les quantités (les justificatifs seront joints dans le cahier), - les enregistrements (N. NH3) de l'air à la sortie en cheminée.
<b>Constats :</b> Un suivi informatisé via le logiciel "GESTAL" et un autre outil de pilotage de la production est mis en œuvre par l'exploitant.
<b>Observations :</b> <b>Les données pour les trois derniers mois reprenant les informations prescrites susvisées seront</b>

<b>communiquées au service d'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 14 : Rapport de synthèse mensuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de synthèse mensuel
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport de synthèse de l'auto surveillance est adressé mensuellement à l'inspecteur des installations classées. Ce rapport comporte les informations suivantes : - le tonnage de chaque matière première mise en mélange durant le mois ; - le tonnage fabriqué de chaque produit de la gamme (proposé à la vente) (en sac, en vrac) (granulé, non granulé) durant le mois ; - le tonnage total des produits finis durant le mois : -enlevés - en stock.
<b>Constats :</b> Absence de transmission de rapport mensuel à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 15 : Rapport de synthèse annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de synthèse annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport de synthèse est adressé à la fin de chaque année civile à l'inspecteur des installations classées. Ce rapport comporte les informations suivantes : - le tonnage de chaque matière première mise en mélange durant l'année ; - le tonnage fabriqué de chaque produit de la gamme (proposé à la vente) (en sac, en vrac) (granulé, non granulé) durant l'année : - enlevés, - en stock.
<b>Constats :</b> Aucun rapport de synthèse annuel n'est communiqué au service d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 16 : Emissions gazeuses – Bilan**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan des émissions gazeuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre sont modifiées comme suit : « un bilan des émissions gazeuses sur 24 heures (ammoniac, anhydride sulfureux, méthyl mercaptan, COVt) à la sortie de la cheminée sera réalisé par un laboratoire indépendant et compétent. Ce bilan sera réalisé sur les installations fonctionnant à plein régime semestriellement. »
<b>Constats :</b> Absence de transmission de bilan à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 17 : Prélèvements et consommations d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.
<b>Constats :</b> Le site est alimenté eau via le réseau d'adduction d'eau potable. L'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur ne fixe pas de limite de prélèvement d'eau. L'exploitant n'était pas en mesure de communiquer la consommation d'eau annuelle.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra transmettre les données de consommations sur les 5 dernières années.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 18 : Traitement des eaux pluviales et des eaux usées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales et des eaux usées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales (toitures) seront collectées et canalisées vers le décanteur puis dans le réseau eaux pluviales. Les eaux pluviales de ruissellement sur le sol seront dirigées vers le débourbeur séparateur (55 l/s) et avec un rendement séparatif en hydrocarbure inférieur à 5 mg/l puis vers le réseau eaux pluviales.  Les eaux usées (dépoussiérage de l'air ambiant des installations - locaux sanitaires) seront dirigées vers le réseau des eaux usées communales.
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, les eaux pluviales de ruissellement sont dirigées vers un séparateur hydrocarbures. Cet équipement fait l'objet d'un entretien et d'une vidange régulier selon l'exploitant. Les eaux usées résiduaires issues de la station de lavage sont dorénavant collectées. Les eaux résiduaires d'entretien des laveurs d'air sont également collectées et redirigées vers le réseau d'eau communal.
<b>Observations :</b> Il conviendra à l'exploitant de transmettre: - le dernier rapport d'intervention et d'entretien du débourbeur ainsi que le bordereau de suivi des déchets (BSD) d'hydrocarbures associé; - un plan actualisé des réseaux d'eaux (aménagement des locaux sociaux, raccordement aire de la station de lavage,...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 19 : Déversement eaux usées autres que domestiques dans réseau public

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 31/12/2006, article 1331-10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation de déversement
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout déversement <u>d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public</u> de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou le président de l'établissement public compétent en matière de collecte à l'endroit du déversement si les pouvoirs de police des maires des communes membres lui ont été transférés dans les conditions prévues par l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente. Pour formuler un avis, celle-ci dispose d'un délai de deux mois, prorogé d'un mois si elle sollicite des informations complémentaires. A défaut d'avis rendu dans le délai imparti, celui-ci est réputé favorable.  L'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci. L'autorisation prévue au premier alinéa fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Toute modification ultérieure dans la nature ou la quantité des eaux usées déversées dans le réseau est autorisée dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa.
L'autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux.
Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L. 1331-2, L. 1331-3, L. 1331-6, L. 1331-7 et L. 1331-8 du présent code.
<b>Constats</b> : L'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer à l'inspection si une autorisation (arrêté d'autorisation de raccordement et convention de déversement des eaux usées non domestiques vers le système d'assainissement communal de Saint-Julien) était signée avec la collectivité, en application de l'article du code de la santé publique susvisé.
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

## N° 20 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 9
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée</b> : Elles sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les ans par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats</b> : L'exploitant précise qu'une vérification annuelle des installations électriques est réalisée.
<b>Observations</b> : Les derniers rapports de vérification périodique Q18 et Q19 des installations électriques devront être transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

## N° 21 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Systèmes de protection contre les effets de la foudre
<b>Prescription contrôlée</b> : Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement : - toutes les rubriques de la série des 1000 et des 4000 ; - les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160,2250,2345,2420,2430,2450,2531,2541 à 2552,2562,2566 à 2570,2620 à 2661,2670 à 2681,2718,2770,2771,2782,2790,2791,2795,2797,2910 et 2950 ; - les rubriques de la série 3000 suivantes : 3110 à 3260,3410 à 3510,3550,3610,3670 et 3700. [...]
Les dispositions du présent arrêté peuvent être rendues applicables par le préfet aux installations classées soumises à autorisation non visées par les quatre premiers alinéas de cet article dès lors qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.



Les systèmes de protection contre les effets de la foudre installés au sein de toute installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation font par ailleurs l'objet des vérifications conformément aux dispositions de l'article 21 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'un système de parafoudre a été retiré suite à la déconstruction d'un silo de 5270 m3. Il précise qu'une nouvelle analyse de risque et étude technique est en cours pour déterminer si un autre système de protection contre les effets de la foudre doit être positionné sur le site.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra les résultats de cette analyse et de l'étude technique à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 22 : Défense extérieure contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de lutte contre l'Incendie , des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. La réserve d'eau d'une capacité de 350 m3 se trouvant dans l'enceinte de l'entreprise sera accessible en permanence aux engins d'incendie. Le matériel de lutte contre l'incendie (extincteurs) mis en place dans l'établissement sera maintenu en bon état et vérifié périodiquement.</p> <p>Des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et les bâtiments de manière visible.</p> <p>L'exploitant fournira aux sapeurs pompiers un plan de masse de l'établissement sur lequel figureront les bâtiments avec leur destination et les moyens de secours en eau utilisables par les sapeurs pompiers. Ce plan sera revu à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées. Le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices pourront utilement être réalisés en commun avec les sapeurs pompiers. L'exploitant établira des consignes relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci préciseront notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre;</li> <li>- l'organisation des équipes d'intervention;</li> <li>- la fréquence des exercices;</li> <li>- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre l'incendie;</li> <li>- les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Le jour de la visite, il a été constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'un poteau incendie sur la voie d'accès au site (hors emprise de l'établissement), à un peu moins de 100 mètres des limites de l'établissement.</li> <li>- une réserve d'eau incendie enterrée en béton, située au nord-ouest du site entre le hall de réception et le hangar de stockage des produits finis.</li> </ul> <p>Cette réserve d'eau n'est pas équipée de signalétique indiquant la présence de la réserve, sa destination, sa capacité et son accessibilité. Elle n'est pas aménagée par des dispositifs</p>

<p>permettant la mise en aspiration des engins pompes des sapeurs pompiers. Selon l'exploitant la capacité de cette réserve est inférieure à 350 m3.</p>
<p><b>Observations :</b>  <p>Au regard des différents aménagements réalisés, l'exploitant devra se positionner sur le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, afin d'évaluer les besoins en eau des services d'incendie et de secours dans le cas d'un sinistre (calcul du D9).  Les capacités de confinement et le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction en cas d'incendie devront également être évalués et présentées par l'exploitant dans un dossier de porter-à-connaissance (calcul D9A).</p> </p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>